



FULLY
Les enfants mettent la sauce
L'atelier cuisine ne paie pas de mine. Pourtant, c'est un paradis pour les enfants qui aiment mettre la main à la pâte. **PAGE 14**

LE NOUVELLISTE

jcz - nc - ym

SEXUALITÉ Un rapport de l'Hôpital du Valais propose une meilleure information à l'école et dans le milieu de la santé auprès des jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

Le rapport valaisan sur les gays et lesbiennes

GILLES BERREAU

Alors que l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) de Bramois accueille depuis jeudi et jusqu'à aujourd'hui un colloque international sur le droit de l'enfant et de l'adolescent à son orientation sexuelle, avec en corollaire les souffrances des jeunes attirés par des personnes du même sexe, comment notre canton traite-t-il ce problème? Un rapport de recherche récent dresse un état de la situation en matière de prévention de la détresse existentielle des jeunes valaisans en orientation sexuelle. Paru en mars 2012, il émane de l'Hôpital du Valais, plus précisément des Institutions psychiatriques du Valais romand et de son service de gestion des évaluations. Cette recherche, basée sur l'analyse des besoins des jeunes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) en Valais, s'inscrit dans les priorités définies dans le programme cadre en promotion et prévention de la santé 2011-2014 du Conseil d'Etat valaisan.

Sites à promouvoir en classe?
Premier constat du rapport: les jeunes ont besoin d'informations concernant la santé sexuelle et les différences d'orientation sexuelle. «Il faudrait amener les ressources – en lien avec la santé, le social et la sexualité – plus près des jeunes, dans les établissements scolaires, avec des permanences de santé scolaire», note le rapport qui ajoute: «une politique claire concernant les chartes d'acceptation des différences devrait être communiquée aux directeurs d'établissement.» Sont cités les cycles scolaires, les collèges, les lieux de formation professionnelle. Autre piste, l'amélioration de la collaboration entre les différents



Une affiche présentée lors du colloque sur le droit de l'enfant et de l'adolescent à son orientation sexuelle. LE NOUVELLISTE

partenaires associatifs, le réseau santé-social, le DECS et la HEP afin de travailler sur des outils pédagogiques. Le rapport propose aussi de mettre en place une mesure incitant les enseignants et autres intervenants à connaître les ressources de santé et à être au courant de sites internet concernant les personnes LGBT, «afin de pouvoir orienter les jeunes qui cherchent de l'aide ou des informations à ce sujet.» «La piste d'action serait que Promotion Santé Valais, ou d'autres instances de santé publique, continuent à offrir un financement à ces associations – notamment pour le maintien d'un lieu de rencontre.» Le rapport propose aussi la création de lieux professionnalisés de consultation pour les

LGBT, par exemple dans les centres SIPE. Et la sensibilisation des professionnels du réseau de santé à la problématique des LGBT. «Lors des consultations, la question de l'homosexualité est rarement évoquée spontanément par les jeunes, et n'est pas abordée non plus par le professionnel de la santé. On constate aussi que certains professionnels, psychologues et psychiatres, continuent à pratiquer la thérapie de conversion, dans le but de guérir les homosexuels de leur homosexualité, ce qui est éthiquement inacceptable.» «L'a priori de l'hétérosexualité» Par ailleurs, ce rapport estime qu'«il serait judicieux d'éviter l'a priori de l'hétérosexualité lors de

consultations dans le domaine de la santé, en utilisant des qualificatifs neutres: «Etes-vous en couple?» ou «Etes-vous avec quelqu'un?» plutôt que «Etes-vous marié?» ou «Avez-vous un(e) petit(e) ami(e)?».

Professionnels

Cette enquête s'est faite par le biais d'entretiens avec des professionnels de la santé, de l'éducation et des intervenants du milieu associatif. On trouve quatre médecins psychiatres, un médecin scolaire, quatre représentantes du centre Sexualité Information Prévention Education (SIPE), un représentant de l'Antenne SIDA. Ainsi que deux responsables de l'éducation publique, un représentant de la Haute Ecole pédagogique, un représentant de l'Institut Universitaire Kurt Bösch, un chercheur, des représentants d'Alpagai, Vaudgay ou encore une représentante de la Chambre pupillaire de Martigny et le chef du Service cantonal de la jeunesse. ●

PUBLICITÉ

POLÉMIQUE SUR LE COLLOQUE DE L'IUKB Socialistes très choqués

«Depuis quelques jours, plusieurs milieux ultra-conservateurs valaisans tentent de créer une polémique autour du colloque organisé par l'IUKB (ndlr: voir ci-contre) sur les droits de l'enfant. Le PS du Valais romand est profondément choqué par cette attitude», déclare le parti dans un communiqué. Pour les socialistes, «cette pression politique, digne d'un autre siècle, est une honte. Il s'agit d'une pure instrumentalisation politique d'un colloque universitaire international où des questions de société sont traitées par des spécialistes des droits de l'enfant.» Le texte est co-signé par la députée-suppléante socialiste Barbara Lenthemann, par ailleurs secrétaire générale de l'Organisation suisse des lesbiennes, ainsi que par le conseiller national Mathias Reynard et la vice-présidente du PSVR

Véronique Maret. Mathias Reynard déclare: «Dans un canton qui aspire à un avenir universitaire, il est inacceptable d'instrumentaliser à des fins politiques un tel colloque et de remettre ainsi en cause l'indépendance de la recherche.» Les socialistes rappellent que «le taux de tentatives de suicide est quatre fois plus élevé chez les jeunes homosexuels.» A leurs yeux, «plutôt que de s'enfermer dans le silence et les tabous, il importe de dialoguer, d'informer, de sensibiliser.» Le PSVR assure, en se référant à la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'il «continuera de s'engager pour que tous les enfants, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, aient droit à l'éducation, l'information et la protection contre toute discrimination au sein de l'école valaisanne». ● JY/C

SOCIÉTÉ MÉDICALE DU VALAIS Une femme à la présidence

Le docteur Marc-Henri Gauchat quitte la présidence de la Société médicale du Valais après seize ans d'activité. La doctoresse **Monique Lehky Hagen** de Brigue-Glis reprend son poste et devient ainsi la première Présidente de l'histoire de la société. Pour mémoire, la doctoresse était la présidente du comité référendaire contre la Leis, la loi sur les établissements et institutions sanitaires, qui a été refusée par le peuple. Et elle est également membre du conseil d'administration de l'Hôpital du Valais. Dans son dernier discours, Marc-Henri Gauchat a rappelé à ses collègues que le domaine de la santé était en pleine évolution. Il les a encouragés à investir du temps pour la politique professionnelle pour éviter que les réformes ne soient entreprises uniquement par les politiques. Mais plutôt qu'elles soient initiées par des personnes du terrain en contact permanent avec les patients. La nouvelle présidente devra relever de nombreux défis dans un monde où les cabinets médicaux sont en pleine mutation. Elle gardera un œil attentif aux problématiques comme la pénurie de médecins de premier recours et de spécialistes, la féminisation de la profession, la constitution de centres médicaux ou encore la collaboration entre les acteurs de la santé. ● LF/C



HÔPITAL RIVIERA-CHABLAIS Pascal Rubin premier directeur

Pascal Rubin sera le premier directeur général de l'hôpital Riviera-Chablais (HRC) dès le 1er janvier 2014. L'actuel directeur de l'hôpital Riviera et de celui du Chablais a été nommé par le Conseil d'établissement de la nouvelle entité, en accord avec les Départements vaudois et valaisan de la santé. Agé de 52 ans, physicien de formation et docteur es sciences de l'EPFL, Pascal Rubin est diplômé de l'Institut d'économie et de management de la santé de l'Université de Lausanne. Après avoir dirigé une entreprise de l'industrie bio-médicale, il a assumé successivement un poste à la direction de l'Hôpital orthopédique de la Suisse romande, du CHUV et de l'Hôpital neuchâtelois. D'autres postes de la future direction générale de l'HRC seront mis au concours ces prochaines semaines afin d'être pourvus pour cet été. ● FZ/C



QU'EN PENSE LE NOUVEAU CHEF DU DÉPARTEMENT DE LA FORMATION? «LIMITE TÊNUE ENTRE PRÉVENTION ET PROSÉLYTISME»

Alors que l'UDC va demander des explications au Département de l'éducation sur son soutien au colloque de l'IUKB, pour le nouveau chef du Département de la formation et de la sécurité (DFS), l'UDC **Oskar Freysinger**, «la théorie du «Gender» que l'on voit fleurir un peu partout ces derniers temps n'est pas une théorie scientifique. Elle part du pré-supposé selon lequel le discours fonderait la réalité.» Il ajoute: «la «préférence sexuelle» serait d'ordre purement culturel et non pas biologique. Que certains milieux organisent une réflexion autour de cette thèse ne me pose pas problème. Mais que l'on veuille propager la théorie du «Gender» à large échelle dans



le domaine scolaire me semble pour le moins problématique.» «S'il est indéniable que certains jeunes, découvrant leur homosexualité, en soient perturbés et que cela doit être pris en compte par une antenne de soutien et de conseils, il ne me semble pas souhaitable que l'on «problématise» cette thématique systématiquement dans les classes, car la limite entre la prévention et le prosélytisme est ténue. Demain, d'autres minorités se sentant brimées voudront leur «répondant» local. Or, l'une des caractéristiques de l'Etat de droit, c'est d'avoir créé le concept de «citoyen». Quelle que soit leur provenance, race, couleur de peau, préférence sexuelle ou appartenance clanique, tous les citoyens sont égaux devant la loi et protégés dans leur dignité.» «La tâche de l'école consiste à former des citoyens responsables et non pas à démultiplier les sous-groupes.» ● GB

www.dentistedomodossola.ch

DAY HOSPITAL ✓ DEVIS EN LIGNE ✓ CONSULTATION ET RADIOGRAPHIE PANORAMIQUE GRATUITES

Implants de haute qualité + Couronne en Ceramique € 980

Prothèse dentaire complète fixe supérieure ou inférieure avec implants en 24 h € 4.900

Blanchiment des dents au laser «Blancone» € 240

libre de sourire!

Le cabinet dentaire se trouve proche de la gare de Domodossola (Italie)

Téléphone: +39 0324 242292

CLINIQUE DENTAL QUALITY®